

Constitution d'une réserve de recrutement d'inspecteurs adjoints de 2e classe, d'expression française, pour le service « Inspection sociale » du Ministère de la Prévoyance sociale (AF 94.808 A). - Résultats

A. Examen d'admission à des emplois réservés :

Pas de lauréat.

B. Classement des lauréats du concours d'admission au stage :

1. Winnen, Isabelle, Liège
2. Gobert, Catherine, Liège.
3. Landrieux, Stéphane, Tournai
4. Lejeune, Christian, Woluwe-Saint-Lambert
5. Orban, Claudette, Waremme
6. Tirtia, Jean-Marc, Wanze
7. Scheldeman, Véronique, Schaerbeek
8. Brevers, Nadine, Liège
9. Dupont, Virginie, Kain
10. Morsa, Marc, Huy
11. Jouriaux, Isabelle, Péruwelz
12. De Paeuw, Philippe, Ethe
13. Schepmans, Marie-Hélène, Jette
14. Trefois, Jean, Awans

15. Dock, Vinciane, Angleur
16. Delattre, Ingrid, Blaton
17. Morue, Etienne, Hannut
18. Lognoul, Bernard, Liège
19. Veyt, Fabrice, Watermael-Boitsfort
20. Closson, Pierre, Braine-l'Alleud
21. Quevraint, Paule, Liège
22. Léonard, Martine, Liège
23. Montariol, Vinciane, Ottignies-Louvain-la-Neuve
24. Constant, Nathalie, Ciney
25. Graindorge, Patrick, Bruxelles
26. Lebeau, Marie-Noëlle, Gentinnes (Chastre)
27. Emmerich, Pascale, Namur

Samenstelling van een wervingsreserve van Franstalige adjunct-inspecteurs 2e klasse voor de dienst « Sociale Inspectie » van het Ministerie van Sociale Voorzorg (AF 94.808 A). - Uitslagen

A. Toelatingsexamen tot voorbehouden betrekkingen :

Geen geslaagde kandidaat.

B. Rangschikking van de geslaagde kandidaten van het vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd :

28. Bissot, Christian, Liège
29. Chintinne, Denis, Couillet
30. Leleux, Olivier, Lessines
31. Marin, Frédéric, Theux
32. Lemoine, Michel, Pepinster
33. Lee, Patricia, Trooz
34. Hennin, Béatrice, Namur
35. Hansen, Eric, Grivegnée
36. Deville, Bruno, Braine-l'Alleud
37. Santamaría, Angelo, Grâce-Hollogne
38. Van Walleghem, Valérie, Steenokkerzeel
39. Scutari, Francesca, Beersel
40. Schmitz, Sophie, Ottignies
41. Navez, Benoît, Thuillies
42. Kowalczyk, Katy, Marcinelle

MINISTÈRE DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE

Fonds national de retraite des ouvriers mineurs

Conseil de direction

Règlement d'ordre intérieur

Article 1^{er}. Le conseil de direction du Fonds national de retraite des ouvriers mineurs se compose des fonctionnaires qui sont titulaires d'un grade classé dans les rangs 16, 15, 14 ou 13.

Article 2. Le conseil de direction est présidé par l'administrateur général ou, en cas d'absence, par l'administrateur général adjoint.

Article 3. Le conseil de direction se réunit chaque fois que cela s'avère nécessaire et au moins deux fois par an.

Le conseil de direction se réunit à l'initiative du président ou sur demande écrite d'au moins deux membres.

Le président fixe la date de la réunion et établit l'ordre du jour. Les documents à traiter sont annexés à la convocation et envoyés aux membres du conseil. Les membres doivent être en possession de la convocation et des annexes au moins deux jours ouvrables avant la séance.

Chaque point inscrit à l'ordre du jour fait l'objet d'une note introductive succincte rédigée en langues française et néerlandaise.

A la demande d'un membre qui soumet à cet effet la note introductory, des points peuvent être ajoutés à l'ordre du jour.

En cas d'urgence, il peut être dérogé à cette procédure avec l'accord de la moitié au moins des membres présents.

Article 4. Le président ouvre et clôture les séances, dirige les débats et les délibérations et se charge du bon déroulement de la réunion.

Article 5. Le conseil de direction ne peut délibérer valablement que si la majorité absolue de ses membres sont présents. Si ce quorum n'est pas atteint, le conseil peut, après une deuxième convocation, délibérer valablement sur le même ordre du jour, quel que soit le nombre des membres présents.

Le conseil de direction ne peut en aucun cas, délibérer valablement si les membres présents appartiennent tous au même rôle linguistique.

MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

Nationaal Pensioenfonds voor mijnwerkers

Directieraad

Huishoudelijk reglement

Artikel 1. De directieraad van het Nationaal Pensioenfonds voor mijnwerkers is samengesteld uit de ambtenaren die een graad van de rangen 16, 15, 14 of 13 bekleden.

Artikel 2. De directieraad wordt voorgezeten door de administrateur-generaal of, als hij afwezig is, door de adjunct-administrateur-generaal.

Artikel 3. De directieraad vergadert telkens wanneer dit noodzakelijk blijkt en ten minste twee keer per jaar.

De directieraad vergadert op initiatief van de voorzitter of op schriftelijk verzoek van ten minste twee leden.

De voorzitter bepaalt de datum van de vergadering en stelt de agenda op. De stukken ter behandeling worden de leden van de raad als bijlagen bij de oproepingsbrief toegezonden. Ten minste twee werkdagen voor de vergadering moeten de leden de oproepingsbrief en de bijlagen in hun bezit hebben.

Ieder punt op de agenda wordt door een bondige inleidende nota toegelicht, opgesteld in het Frans en het Nederlands.

Op verzoek van een lid dat daartoe de inleidende nota voorlegt, kunnen punten op de agenda worden geplaatst.

In dringende gevallen kan van deze werkwijze worden afgeweken, mits ten minste de helft van de aanwezige leden daarmee instemt.

Artikel 4. De voorzitter opent en sluit de zittingen, leidt de besprekingen en zorgt voor het goede verloop van de vergadering.

Artikel 5. Enkel indien meer dan de helft van zijn leden aanwezig is, kan de directieraad geldig beraadslagen en beslissen. Indien dit quorum niet wordt bereikt, kan de raad na een tweede bijeenroeping, ongeacht het aantal aanwezige leden, geldig beraadslagen en beslissen over dezelfde agenda.

Indien alle aanwezige leden tot dezelfde taalrol behoren, kan de directieraad in geen geval geldig beraadslagen en beslissen.

Article 6. Les décisions sont prises à la majorité simple des voix, les abstentions n'étant pas prises en compte.

Lorsque le vote n'est pas secret, la voix du président est prépondérante en cas de parité des voix.

Quand le conseil intervient à titre consultatif, les avis émis par les membres sont consignés au procès-verbal et joints aux propositions soumises aux autorités compétentes.

Article 7. Toute décision individuelle prise à l'égard d'un agent par le conseil de direction a lieu, après discussion générale, au scrutin secret des membres présents ayant voix délibérative.

Dans les autres cas, le vote a lieu à main levée.

Article 8. La décision prise ou l'avis donné par le conseil de direction fait état du résultat du vote.

Article 9. § 1^{er}. Lorsque le conseil de direction est appelé à émettre un avis motivé en vue de conférer un emploi par avancement de grade ou par changement de grade, il procède de la manière suivante :

il examine la recevabilité des candidatures et les renseignements relatifs à la carrière administrative et au signalement ou à l'évaluation des candidats;

après discussion des mérites et aptitudes de tous les candidats, chaque membre présent juge au scrutin secret du candidat qui lui semble le plus apte à occuper l'emploi vacant;

ensuite, sans préjudice des dispositions de l'alinéa 1^{er} du présent paragraphe, il est sur la base de la même procédure, décidé du classement des autres candidats. Le classement de chaque candidat doit être motivé.

Le scrutin secret précité a lieu au moyen de bulletins spécialement conçus à cet effet. Seuls les bulletins de vote sur lesquels est indiqué uniquement le nom d'un seul candidat sont valables.

Si des candidats obtiennent un nombre égal le plus élevé de voix, ils sont classés ex aequo.

Les propositions sont notifiées aux agents qui remplissent les conditions requises pour occuper l'emploi à conférer.

§ 2. Le conseil de direction examine les réclamations qui ont été introduites dans les dix jours ouvrables de la notification par des agents qui s'estiment lésés.

S'il estime qu'une réclamation contient des éléments susceptibles d'être retenus, il réexamine en fonction de ces éléments, la situation de l'auteur de la réclamation, ainsi que celle de tous les autres agents pouvant avoir accès à l'emploi.

Si le classement est modifié suite à une réclamation, le nouveau classement est notifié, dûment motivé, aux candidats.

Le procès-verbal reprend en tout cas le résultat du vote secret.

Article 10. En matière de signalement ou d'évaluation et de peines disciplinaires, le conseil de direction peut décider, même lorsqu'ils n'ont pas demandé à être entendus, de convoquer, les agents dont le dossier est soumis à leur discussion. Ceux-ci peuvent se faire assister pour leur défense par la personne de leur choix.

Les agents comparaissant devant le conseil de direction sont entendus et interrogés en tenant compte de leur rôle linguistique.

Article 11. Les documents émanant du conseil, de même que ses délibérations sont confidentiels.

Toute personne présente aux travaux du conseil est tenue au respect le plus absolu du secret des délibérations, débats, votes et de toute information dont ils auraient eu connaissance dans l'exercice de leur mission.

Article 12. Le secrétariat du conseil de direction est assuré par un fonctionnaire désigné par le conseil de direction. En cas d'absence du secrétaire, le président désigne un autre fonctionnaire pour le remplacer à la séance.

Artikel 6. De beslissingen worden genomen bij gewone meerderheid van stemmen, de onthoudingen niet meegerekend.

Als de stemming niet geheim is, geeft bij stemming van stemmen, de stem van de voorzitter de doorslag.

Treedt de raad adviserend op, dan worden de adviezen van de leden in de notulen opgenomen en toegevoegd aan de voorstellen die aan de bevoegde overheden worden voorgelegd.

Artikel 7. Elke individuele beslissing die de directieraad neemt aangaande een personeelslid, wordt, na algemene besprekking, bij geheime stemming door de stemgerechtigde leden genomen.

In de andere gevallen gebeurt de stemming bij handsteken.

Artikel 8. De beslissing of het advies van de directieraad vermeld de uitslag van de stemming.

Artikel 9. § 1. Wanneer de directieraad een gemotiveerd advies heeft uit te brengen met het oog op het begeven van een betrekking door verhoging, in graad of door verandering van graad, gaat hij als volgt te werk :

hij onderzoekt de ontvankelijkheid van de kandidaturen en de inlichtingen omtrent de administratieve loopbaan en de beoordeling of evaluatie van de kandidaten;

na besprekking omtrent de verdiensten en de geschiktheid van alle kandidaten, oordeelt elk aanwezig lid, bij geheime stemming, over de kandidaat die hem het meest geschikt lijkt om de vacante betrekking waar te nemen;

vervolgens wordt, ongeacht de bepalingen van lid 1 van deze paragraaf, volgens dezelfde procedure beslist over de rangschikking van de overige kandidaten. Het klassement van iedere kandidaat moet worden gemotiveerd.

Voormalde geheime stemming gebeurt op speciaal hiertoe ontworpen lijsten. Alleen de stembiljetten waarop slechts de naam van één enkele kandidaat is aangeduid zijn geldig.

Indien kandidaten een gelijk hoogste aantal stemmen behalen worden ze ex aequo gerangschikt.

Van de voorstellen wordt kennis gegeven aan de personeelsleden die voldoen aan de vereisten om de te begeven betrekking te bekleden.

§ 2. De directieraad onderzoekt de bezwaarschriften die tegen tien werkdagen na de kennisgeving worden ingediend door personeelsleden die zich benadeeld achten.

Is hij van mening dat een bezwaarschrift gegevens bevat welke zouden kunnen worden in aanmerking genomen, onderzoekt hij opnieuw, in functie van deze gegevens, de toestand van de indineren van het bezwaarschrift, alsmede van alle personeelsleden die tot de betrekking kunnen worden toegelaten.

Indien de rangschikking wordt gewijzigd ingevolge een bezwaarschrift wordt de nieuwe rangschikking, behoorlijk gemotiveerd, ter kennis gebracht van de kandidaten.

De notulen vermelden in elk geval de uitslag van de geheime stemming.

Artikel 10. Inzake beoordeling of evaluatie en tuchtstraffen kan de directieraad beslissen de ambtenaren, van wie het dossier wordt gesproken, op te roepen om voor de raad te verschijnen, zelfs indien zij niet gevraagd hebben om gehoord te worden. Zij mogen zich voor hun verdediging laten bijstaan door een persoon naar keuze.

De ambtenaren die voor de directieraad verschijnen worden gehoord en ondervraagd in de taal van hun rol.

Artikel 11. De bescheiden die uitgaan van de raad, evenals de beraadslagingen en beslissingen van de raad, zijn vertrouwelijk.

Al wie bij de werkzaamheden van de raad aanwezig is, is verplicht tot volstrekte geheimhouding van de beraadslagingen en beslissingen, van de stemmingen, en van elke informatie die hij bij het uitoefenen van zijn opdracht verneemt.

Artikel 12. Het secretariaat van de directieraad wordt waargenomen door een ambtenaar die door de directieraad is aangewezen. Bij afwezigheid van de secretaris wijst de voorzitter een andere ambtenaar aan om hem in de vergadering te vervangen.

Le secrétaire remplit sa mission sous l'autorité et la direction du président.

Le secrétaire assure la gestion journalière du conseil de direction, il rédige les procès-verbaux des séances et transmet les avis et décisions du conseil aux autorités compétentes, sous la signature du président. Il est responsable des archives du conseil.

Article 13. La convocation et le procès-verbal de la réunion sont rédigés en néerlandais et en français.

Article 14. Le présent règlement d'ordre intérieur est approuvé par le conseil de direction en sa séance du 26 juin 1995 et par le comité de gestion du Fonds national de retraite des ouvriers mineurs en séance du 6 juillet 1995. Il entre en vigueur le jour de la publication au *Moniteur belge*.

Le secrétaire,/De secretaris,
E. POLLET

De secretaris vervult zijn opdracht onder het gezag en de leiding van de voorzitter.

De secretaris neemt het dagelijks beheer van de directieraad waar. Hij stelt de notulen op en deelt de beslissingen en adviezen van de raad aan de bevoegde overheden mee, onder de handtekening van de voorzitter. Hij is verantwoordelijk voor het archief van de raad.

Artikel 13. De oproepingsbrief en de notulen worden in het Nederlands en in het Frans gesteld.

Artikel 14. Dit huishoudelijk reglement is door de directieraad goedgekeurd in de vergadering van 26 juni 1995 en door het beheerscomité van het Nationaal Pensioenfonds voor mijnwerkers in de vergadering van 6 juli 1995. Het wordt van kracht op de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

De voorzitter,/Le président,
P. PAERMONTIER

(17766)

MINISTERIE DES FINANCES

Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines

Publications prescrites par l'article 770 du Code civil

Succession en déshérence de Cantigneaux, Alfred

Cantigneaux, Alfred, veuf de Lise Saussez, pensionné, né à Boussu le 5 janvier 1901, domicilié à Boussu, rue de l'Alliance 16, est décédé à Boussu le 11 août 1991, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines, tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance de Mons a, par ordonnance du 19 décembre 1994, prescrit les publications et affiches prescrites par l'article 770 du Code civil.

Mons, le 9 janvier 1995.

Le directeur régional de l'enregistrement,
Ch. Cornut.

Succession en déshérence de Kwiatkowski, Jozef

Kwiatkowski, Jozef, célibataire, pensionné, né à Zydatyce (Pologne) le 18 mars 1923, domicilié à Saint-Trond, Ziekerenweg 15, est décédé à Saint-Trond le 29 août 1990, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines, tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance de Hasselt a, par ordonnance du 5 décembre 1994, prescrit les publications et affiches prévus par l'article 770 du Code civil.

Hasselt, le 10 janvier 1995.

Le directeur régional de l'enregistrement et des domaines,
P. Ramakers.

Succession en déshérence de Cereska, Kostas

Cereska, Kostas, célibataire, pensionné, né à Cereskai (Pologne) le 15 mai 1924, domicilié à Saint-Trond, Ziekerenweg 15, est décédé à Saint-Trond le 1^{er} juin 1990, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines, tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance de Hasselt a, par ordonnance du 5 décembre 1994, prescrit les publications et affiches prévus par l'article 770 du Code civil.

Hasselt, le 10 janvier 1995.

Le directeur régional de l'enregistrement et des domaines,
P. Ramakers.

MINISTERIE VAN FINANCIEN

Administratie van de BTW, registratie en domeinen

Bekendmakingen voorgeschreven bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek

Erfloze nalatenschap van Cantigneaux, Alfred

Cantigneaux, Alfred, weduwnaar van Lise Saussez, gepensioneerd, geboren te Boussu op 5 januari 1901, wonende te Boussu, rue de l'Alliance 16, is overleden te Boussu op 11 augustus 1991, zonder bekende erfopvolger na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie der BTW, registratie en domeinen, namens de Staat, tot inbezitstelling van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Mons, bij beschikking van 19 december 1994, de bekendmakingen en aanplakkingen, voorzien bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek, bevolen.

Mons, 9 januari 1995.

De gewestelijke directeur der registratie,
Ch. Cornut.

(53244)

Erfloze nalatenschap van Kwiatkowski, Jozef

Kwiatkowski, Jozef, ongehuwd, gepensioneerd, geboren te Zydatyce (Polen) op 18 maart 1923, wonende te Sint-Truiden, Ziekerenweg 15, is overleden te Sint-Truiden op 29 augustus 1990, zonder bekende erfopvolger na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, namens de Staat, tot inbezitstelling van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Hasselt, bij beschikking van 5 december 1994, de bekendmakingen en aanplakkingen, voorzien bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek, bevolen.

Hasselt, 10 januari 1995.

De gewestelijke directeur der registratie en domeinen,
P. Ramakers.

(53245)

Erfloze nalatenschap van Cereska, Kostas

Cereska, Kostas, ongehuwd, gepensioneerd, geboren te Cereskai (Polen) op 15 mei 1924, wonende te Sint-Truiden, Ziekerenweg 15, is overleden te Sint-Truiden op 1 juni 1990, zonder bekende erfopvolger na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, namens de Staat, tot inbezitstelling van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Hasselt, bij beschikking van 5 december 1994, de bekendmakingen en aanplakkingen, voorzien bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek, bevolen.

Hasselt, 10 januari 1995.

De gewestelijke directeur der registratie en domeinen,
P. Ramakers.

(53246)